

ÉDITORIAL
FREDÉRIC
ROHART

Assumer le choix du «peuple»

Westminster rejette l'accord de retrait

Deux ans et demi après le référendum, les députés britanniques ne sont pas parvenus à s'accorder sur le Brexit. Alors que les membres de la Chambre des communes étaient très majoritairement opposés à l'idée de sortir de l'Union, on leur demandait ce mardi d'assumer le choix du «peuple». Ils n'y sont pas parvenus: ils ont voté contre l'accord de retrait négocié entre leur gouvernement et l'Union européenne, sans apporter d'éclairage sur ce qu'ils veulent, au juste.

Cet échec tient d'abord à une différence essentielle entre la démocratie directe et représentative: lors du référendum, chacun votait selon ses convictions ou ses émotions dans l'anonymat de l'isoloir. Ce mardi, chaque représentant se prononçait au grand jour, responsable devant la postérité des conséquences de son acte. Si la voie référendaire a des mérites, ses limites sont là: face à une question en apparence simple aux répercussions extrêmement complexes, le représentant n'arrive pas toujours aux mêmes conclusions que le citoyen. Parfois pour de bonnes raisons – le système représentatif a décidément ses mérites.

En plus de s'aliéner une partie de son camp, May ne s'est pas donné les moyens de rallier à elle une part significative des députés de l'opposition.

L'impasse à laquelle a abouti Westminster tient aussi à l'attitude de Theresa May. Aux commandes du pays, elle

n'a pas rompu avec les traditions politiques de son pays en cherchant à bâtir une majorité de salut national pour parvenir à un accord acceptable pour le Parlement. Elle s'est enfermée dans son interprétation du sens du Brexit. «Prendre le contrôle» signifiait pour elle fermer la porte à la libre-circulation des personnes, donc aussi des biens, avec l'Union. Résultat, en plus de s'aliéner une partie de son camp pour qui le Brexit ne sera jamais assez dur, elle ne s'est pas donné les moyens de rallier à elle une part significative des députés de l'opposition. Se contentant de clamer sur le mode thatchérien qu'il «n'y a pas d'alternative» à ce qu'elle a mis sur la table – l'avenir pourrait lui donner tort.

Il faut dire, à la décharge de Mme May, que son premier opposant, le travailliste Jeremy Corbyn, ne s'est pas non plus caractérisé par son ouverture, lui qui campe sur une position qui se résume à «tout sauf ce que propose le gouvernement». Prince de l'ambiguïté, il préfère aujourd'hui des élections à un référendum, mais n'a même pas la franchise de dire s'il ferait campagne pour ou contre le Brexit.

Ainsi va la vie politique britannique, réduite à des manœuvres politiciennes autour d'un enjeu qui mériterait de réveiller «l'union» – qui a donné son nom au drapeau du pays. Le vote de mardi soir peut-il déboucher sur une nouvelle phase de délibération parlementaire plus saine, moins focalisée sur la femme à abattre que sur l'intérêt des citoyens britanniques? Remettre les passions et jeux de pouvoir au placard le temps de délibérer ensemble: c'est ce que les Britanniques mériteraient et, venant d'un berceau de la démocratie, c'est le signal de maturité dont les Européens auraient bien besoin.